

odomètres. Je pense qu'il admettra que nous considérons cette question comme très importante. Notre principe fondamental, c'est de voir à la sécurité des voitures, mais nous voulons aussi empêcher la manipulation illégale des odomètres.

Nous examinons la proposition qu'il a faite à cet égard, de même que toutes les autres. Je le remercie de sa lettre très explicite et j'espère être en mesure de lui communiquer une réponse très détaillée sous peu.

\* \* \*

### LE LOGEMENT

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances ou au ministre suppléant.

À la conférence des premiers ministres qui s'est tenue cette semaine, la proposition de permettre aux acheteurs d'une première maison d'utiliser leur REÉR pour faire leur mise de fonds a recueilli beaucoup d'appuis parmi les premiers ministres. Nous savons tous que cette proposition ne coûterait rien au contribuable et stimulerait le secteur du logement, qui poursuit toujours son déclin, forçant des milliers de travailleurs au chômage. En fait, les mises en chantier ont chuté à leur niveau le plus bas depuis neuf mois.

Je voudrais que le ministre nous dise pourquoi le gouvernement ne donne pas dès maintenant suite à cette proposition? Qu'attend-il? Les consommateurs n'attendent que cela.

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, comme vous le savez, le gouvernement a réduit de 10 à 5 p. 100 la mise de fonds nécessaire pour obtenir une hypothèque assurée par la SCHL. L'association des entrepreneurs de construction nous a informés que cette initiative avait stimulé l'industrie depuis qu'elle a été annoncée. Les mises en chantier ont certes diminué en janvier, mais elles le font toujours à cette période de l'année au Canada car ce n'est pas le moment idéal pour construire une maison. La SCHL n'en prévoit pas moins que le nombre de mises en chantier sera de 180 000 cette année, soit une augmentation substantielle par rapport à l'an dernier.

Quant à la proposition de certaines provinces d'utiliser les fonds d'un REÉR pour faire la mise de fonds, elle est actuellement à l'étude.

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, le ministre sait que huit premiers ministres sur dix se sont dits fortement en faveur de la proposition concernant l'utilisation des fonds du REÉR sait également que le secteur privé, les gouvernements provinciaux et même un comité multipartite de la Chambre souscrivent à l'idée de permettre aux gens qui achètent leur première maison de

puiser dans leur REÉR. Tout le monde est d'accord, y compris les députés conservateurs.

Quand le ministre et le gouvernement cesseront-ils de se livrer à des manoeuvres politiques à ce sujet? Les entrepreneurs de construction veulent travailler et les consommateurs veulent acheter des maisons. Pourquoi le gouvernement ne passe-t-il donc pas aujourd'hui même à l'action en annonçant ce programme?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, les entrepreneurs de construction sont très heureux des mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement dans le domaine de l'habitation et ils nous ont exprimé cette satisfaction. De plus, ils nous ont fait savoir qu'un net regain d'activité se faisait sentir dans ce secteur.

**Une voix:** Vous essayez de vous faire du capital politique avec l'affaire du REÉR.

**M. McDermid:** Nous n'essayons pas de nous faire du capital politique avec cette affaire loin de là. Le fait est que nous examinons la question de très près, car elle met en cause les prestations de retraite et les revenus tirés des habitations, ce qui suppose un changement de mentalité. Avant de prendre une décision, il convient d'étudier la proposition dans le menu détail, car c'est une question très sérieuse.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, je voudrais adresser ma question au ministre du Commerce extérieur.

Elle porte sur les barrières qui sont maintenant érigées par les États-Unis pour limiter les importations d'automobiles Honda en provenance du Canada. C'est là une chose qui va avoir de graves répercussions sur tous les investissements japonais futurs dans le secteur automobile au Canada.

Le ministre du Commerce extérieur pourrait-il nous dire si cette dernière mesure américaine, qui va à l'encontre de l'esprit et de la lettre de l'Accord de libre-échange, ne confirme pas, en fait, que Simon Reisman avait tout à fait raison lorsqu'il a déclaré que les États-Unis se comportaient comme des gangsters dans leurs relations commerciales avec nous?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, en réponse à une question posée précédemment, j'ai précisé très clairement que le gouvernement prenait très au sérieux les conséquences de ce qui s'est passé dans le cas de la société Honda. Nous allons examiner la question très